

## **CES ÉTATS QUE J'ABHORRE**

Qu'est-ce que l'État? eût dit J.-P.Sartre; je répondrais à sa place que c'est la puissance organisée des classes possédantes pour mieux exploiter les masses populaires. On nous dit que l'État assure le droit de tout le monde dans l'intérêt de tous, qu'il s'oppose aux actions dissolvantes des passions égoïstes de chacun, qu'il matérialise la justice, la morale et la vertu sur la terre des hommes; on nous affirme qu'il n'est point d'acte plus sublime ni de devoir plus noble pour quelqu'un que de se dévouer à l'État, de se sacrifier à l'État si le besoin s'en fait sentir. On nous jure que l'État est la Chose publique par excellence, qu'il est absolument neutre à l'égard de toutes les classes sociales, qu'il agit dans l'intérêt général de toute la société sans exclusive, qu'il est le Père de la Patrie etc, etc...J'atteste que c'est absolument archifaux.

Du temps où l'État était monarchique ou impérial il n'était pas difficile de prouver que toutes les apologies que l'on en faisait n'étaient que purs mensonges et mystifications éhontées mais voilà qu'aujourd'hui on nous parle d'États républicains, nationalistes, socialistes, voire même communistes; quoi de plus humain? Que pourrai-je dire alors? Avec la même assurance j'affirme que là encore on nous ment de façon effrontée exactement comme on le faisait pour les régimes monarchiques ou totalitaires. Qui dit République dit la Chose du Peuple; depuis quand celui-ci a perdu les chaînes qui l'entravent? A-t-on encore vu le peuple vraiment émancipé et suffisamment aisé pour vivre à la manière de ceux qui l'exploitent?

République et Démocratie signifient simplement gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple; c'est une mystification encore plus pernicieuse que celle qu'on osait avancer sous les monarchies ou sous les empires ; elle se fait aujourd'hui au nom du peuple; sous les régimes révolus des monarques absolus ou constitutionnels, on gouvernait au nom du roi ou à celui de l'empereur; on vous exploitait au nom de ces États mêmes; on était donc moins cynique et moins démagogique; aujourd'hui, on vous exploite au nom du peuple; l'État républicain n'est-il pas élu par ce peuple même ? Le suffrage n'est-il pas universel ? Que voulez-vous de plus? me dirait-on; j'affirme avec la même conviction que les élus ne représenteront plus leurs électeurs à partir du moment où ils vont appartenir à une autre classe sociale dont ils avaient plus ou moins rêvé quand ils étaient dans l'opposition, c'est-à-dire en dehors du pouvoir; ces électeurs acquerront vite les "bonnes manières" de la classe de leurs rêves; je croirais volontiers à la quadrature du cercle si on arrivait à me convaincre que Napoléon III (qui fut élu président de la République française par 7 millions de voix) était un tant soit peu préoccupé par le sort du misérable gardien de mouflons dans les garrigues corses et que Bourguiba pensait en son âme et conscience au mineur lépreux du Bassin de Gafsa; non, ces gens-là étaient certes élus par les masses populaires; de l'avis de tous les historiens et de tous les contemporains des suffrages, les élections de 1848 et de 1959 n'étaient pas truquées.

Napoléon III, Bourguiba et tous les autres, qu'ils se fussent appelés républicains conservateurs, libéraux,

radicaux, nationalistes, nationalitaristes, socialistes ou communistes, tous sans exception avaient agi au nom du peuple mais dans l'intérêt exclusif des classes privilégiées, des classes possédantes auxquelles ils s'étaient identifiés de fait et de droit. Ils demandaient, ils exigeaient tous des États forts, des États omnipotents "afin d'assurer la prospérité de la France, de l'URSS, des USA, de la Chine, de l'Égypte, de l'Algérie ou de la Tunisie"; là encore, ces chefs d'État mentaient sans vergogne car ils ne pensaient qu'à leurs privilèges de classe nantie et choyée.

On me dirait que le peuple les avait librement choisis, les avait élus et qu'en eux il avait placé toute sa confiance; je dirais sans ambages qu'ils avaient trompé le peuple et les masses déshéritées, que tous, ils avaient fait exploiter le labeur de ces masses sans que celles-ci aient pu réagir, n'ayant ni la culture ni le temps ni l'argent pour s'opposer ou neutraliser la politique spoliatrice de l'État (appelez-le comme bon vous semble) qui dirige toutes les affaires de la "Patrie Sacrée"; voilà encore une autre abstraction dont raffolent les classes du privilège qui ne font que gouverner, qui ne font que voler, assassiner et mentir depuis le commencement de l'histoire humaine.

Sans aucune pudeur on nous parle encore de liberté, de justice et de fraternité. Il faut reconnaître que la Grande Révolution Française avait eu tort de s'arrêter à ces beaux principes théoriques car, non étayés par un support économique solide, ces principes restaient forcément creux, sans aucune valeur réelle et simplement nuls; n'avaient profité de la Grande Révolution que les intrigants, les affairistes, les mercantis, les bourgeois des

villes, c'est-à-dire tous les brigands patentés de ces mêmes États...Le peuple y avait laissé des milliers de cadavres et des milliers de blessés. Cela s'était passé au XVIII ème s. ; aujourd'hui encore tous les peuples de la terre souffrent de misère, d'exploitation, de mauvaise nutrition, d'absence d'hygiène et pourtant tous les régimes politiques parlent au nom des peuples, tous les États (de quelque bord qu'ils se réclament et sous quelque drapeau qu'ils se placent) régissent leurs politiques à leurs noms; tous les exploitent jusqu'au sang, jusqu'à la moelle, jusqu'à la mort...

*Paris, café le Saint André, place Saint Michel, le 22 janvier 2012*